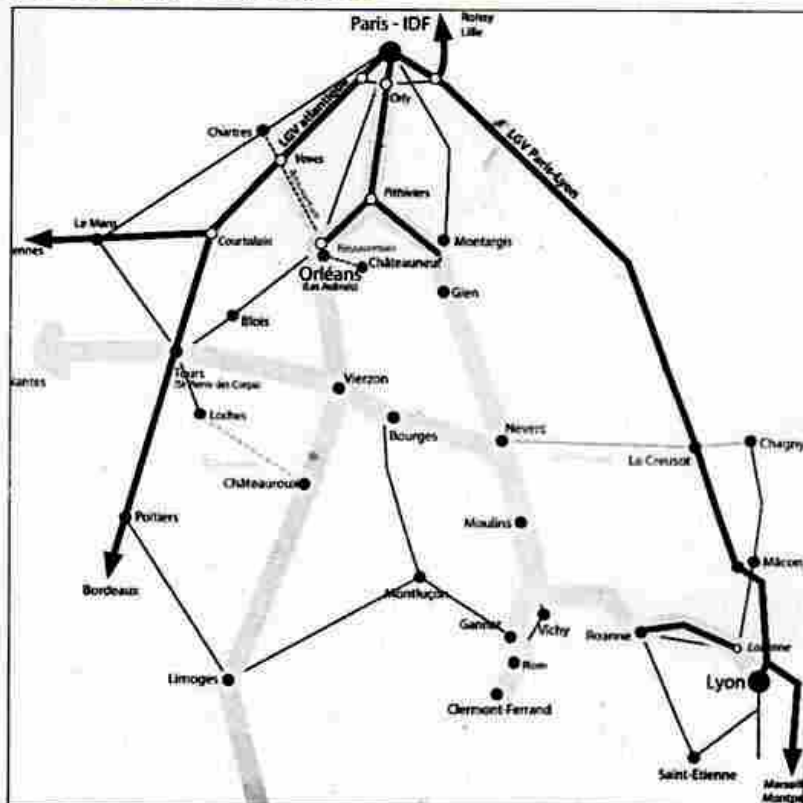


• TRANSPORTS

L'alternative écologiste aux projets de LGV

Le groupe des élus d'Europe écologie les verts (EELV) au conseil régional a dévoilé hier son projet ferroviaire visant à l'optimisation des lignes existantes et préconisant la construction de lignes nouvelles au compte-goutte.

La perspective de la réduction du trafic sur l'axe Paris-Orléans-Limoges-Toulouse (POLT) récemment suggéré par RFF a provoqué une véritable levée de boucliers dans l'Indre (lire ci-dessous). Cela a également conduit le groupe écologiste du conseil régional à présenter un scénario alternatif aux projets de ligne à grande vitesse (LGV) Paris-Orléans-Clermont-Lyon (POCL) et au barreau Poitiers-Limoges. Celui-ci cherche à renforcer le réseau constitué de plusieurs axes structurants en prenant notamment en compte la ligne transversale Nantes-Lyon. Il prévoit aussi la modernisation, voire la réouverture de lignes existantes, en particulier le tronçon Châteauroux-Tours qui nous concerne directement.



Ce projet s'articulerait autour de plusieurs grands axes structurants.

• REPERES

6

C'est en milliards d'euros le coût de cette alternative proposée par EELV, d'après leurs propres estimations. A titre de comparaison, ces élus chiffrent à 20 milliards d'euros la création des deux lignes LGV et la modernisation du réseau.

Enfin, ce schéma préconise la construction de lignes nouvelles uniquement pour désengorger les grosses agglomérations via un axe en Y inversé reliant Paris à Orléans et à Montargis et un autre entre Roanne et Lozanne, au nord-ouest de Lyon. «Pour élaborer cette alternative nous avons tra-

vailé depuis deux ans avec des élus des six régions concernées afin de répondre aux besoins de tous, précise Charles Fournier, membre de la commission transport au conseil régional. Contrairement au POCL - un projet de 15 milliards d'euros - nous prévoyons seulement deux tronçons de lignes nouvelles. Ainsi que la modernisation des voies existantes pour améliorer la vitesse, avec des trains à haut niveau de services. Ainsi, il serait envisageable de faire Paris-Châteauroux en 1h30, soit un temps simi-

laire au projet POCL - dans l'optique du choix du tracé le plus favorable pour nous - mais pour un coût moindre». (voir encadré «repères»).

Pour Jean Delavergne, président du groupe EELV au conseil régional «tout miser sur la grande vitesse est une stratégie d'une autre époque. Pour la plupart des gens, le véritable enjeu c'est la présence de trains du quotidien. En plus, en raison du coût

du projet, il y a le risque que le raccordement du POLT au POCL ne se fasse pas avant trente ans et d'ici là notre territoire sera devenu un désert ferroviaire.»

Le projet POCL ne fait d'ailleurs pas l'unanimité, notamment en raison de l'impact environnemental sur la Sologne, et devrait donc se heurter à de nouvelles résistances locales y compris parmi les élus.

P.H.R.

Pour les socialistes, la modernisation du POLT est «une priorité»

Dans un communiqué, le groupe des élus socialistes du Conseil général a tenu à rappeler sa position sur cette problématique. «Chaque fois que le dossier POCL est venu en débat, nous avons soutenu les démarches entreprises par les partenaires et élus du département dans la mesure où un raccordement sur une ligne à grande vitesse se ferait au plus près de notre département et lui serait donc utile. En même temps, nous avons toujours considéré que la modernisation du POLT était une priorité, une nécessité absolue car cette liaison est la seule qui, actuellement, et encore pour longtemps sans doute, nous relie à Paris et vers le Sud. Ce que vient d'écrire le Directeur général des infrastructures du Ministère de l'Écologie au Comité des finances de la LGV Poitiers-Limoges est plus qu'inquietant. [...] Pire, on demande aux élus de valider cette hypothèse pour justifier la future décision nationale. On voit donc bien que les poids lourds politiques de tous bords continuent à promouvoir la LGV Poitiers-Limoges, que la ligne POCL a de plus en plus de mal à s'inscrire dans les projets nationaux et qu'en plus, on tente de sacrifier le POLT, tout en annonçant d'alléger des crédits conséquents pour sa modernisation. [...] Une fois de plus, l'Indre est totalement délaissée. Il ne se dégage ici de volonté d'aménagement que pour quelques territoires tandis que les autres doivent se sacrifier. Ce n'est pas admissible et ce n'est pas notre conception de la solidarité territoriale. Notre groupe souhaite une réaction forte et unanime et appelle à un arbitrage national qui soit juste. C'est ce que nous allons exiger dans un prochain courrier adressé aux autorités ministérielles.»

Le député Chanteguet dénonce la réduction des allers-retours

Jean-Paul Chanteguet est récemment intervenu auprès du Président Directeur Général de RFF afin d'attirer son attention sur les conséquences des propositions faites pour permettre d'améliorer le bilan socio-économique du projet de ligne LGV Poitiers-Limoges en réduisant de 7 à 4 le nombre d'allers-retours quotidiens sur la ligne POLT. Il lui a également demandé de bien vouloir lui fournir des précisions sur l'état d'avancement de cette proposition et sur les motivations de celle-ci. Dans un communiqué, il souligne qu'une telle décision est inquiétante pour plusieurs départements du grand Centre. L'Indre, le Cher, l'Allier, la Creuse, le Loir et Cher et le Loir-et-Cher seraient ainsi laissés de côté et la ligne Paris-Châteauroux serait reléguée au niveau secondaire, condamnant ainsi de nombreuses villes moyennes et compromettant également l'attractivité et la compétitivité de ces départements. Il rappelle également que certaines décisions prises par les gouvernements antérieurs avaient enterré un projet qui avait pourtant fait l'objet d'accords et de conventions portant sur la réalisation de travaux de modernisation et d'interconnexion au réseau à grande vitesse. Beaucoup de temps a été perdu et les décisions et choix antérieurs ne peuvent que conduire à l'affaiblissement des territoires desservis par cette ligne.